

POLITIQUE CULTURELLE

« Un Arts Council faisant fonction »

Entretien : Luc Caregari

Suite à la présentation du « Glossaire et guide des opportunités de financement pour artistes et professionnels de la culture » du Fonds culturel national (Focuna), nous nous sommes entretenus avec son président Jo Kox.

woxx : *Quels sont les grands changements dans la politique de subvention du Focuna ?*

Jo Kox : En novembre-décembre 2013, quand le nouveau comité directeur du Focuna s'est réuni, nous avons établi une liste des critères selon lesquels nos prédécesseurs avaient distribué leurs subsides. Nous avons constaté que nous avions des contrats d'édition avec les maisons d'édition, que nous avions des conventions avec certains théâtres et autres institutions, que nous avions des subsides récurrents payés aux festivals. Tout compte fait, des 500.000 euros que nous avions à disposition, il n'en restait que 35.000 à redistribuer. Et en relisant avec attention le rapport du ministère de la Culture de cette année, on s'aperçoit vite que 90 pour cent des porteurs de projets aidés par le mi-

nistère se recourent avec les nôtres. Ce qui veut dire que les modèles de politique de subvention étaient plus ou moins identiques - les mêmes personnes et les mêmes événements. La seule différence était la réactivité accrue du Focuna, qui est un établissement public. Nous pouvons accorder un montant en une seule réunion, qui peut être viré sur le compte du bénéficiaire dans un délai d'une semaine. Plus important : nous ne sommes pas soumis à l'année budgétaire, donc nous pouvons engager des fonds pour 2018 ou 2019 déjà cette année.

Partant de ce constat, qu'est-ce qui a été décidé ?

Nous avons décidé d'abandonner la politique de subvention traditionnelle et d'aller vers le chemin de l'excellence, qui est notre premier critère. Pour chaque résidence ou bourse décidée par le Focuna, ce n'est plus seulement le comité directeur qui décide, mais nous avons toujours recours à un jury d'experts. Nous sommes donc devenu un acteur culturel, qui fonctionne par appels à projets et appels à candidatures. C'est ça la grande différence.

Pourtant, le fait que beaucoup plus d'aides sont liées dorénavant à une exportation à l'étranger n'a pas fait que des heureux...

Cela découle du fait que toujours plus de gens ont constaté que s'ils se produisent trois à quatre fois de suite dans notre petit pays, leur potentiel est atteint : que ce soient des musiciens comme Francesco Tristano ou des danseurs comme Jean-Guillaume Weis, le constat est le même. S'ils font deux productions par an, ils ne joueront donc au maximum qu'une douzaine de fois. Donc, nous devons essayer de les positionner dans des réseaux à l'étranger pour qu'ils puissent s'y produire. Le Focuna ne peut pas faire ça tout seul, et c'est le grand challenge que nous avons en ce moment avec les différentes institutions culturelles - pour qu'elles se mettent à collaborer avec l'étranger. Ce sont elles les porteuses de la crédibilité des artistes et des projets qu'ils produisent, qu'ils peuvent transmettre.

N'y a-t-il pas une inégalité structurelle entre les différents secteurs ? La musique a tout de même son bureau

d'export, contrairement aux autres disciplines.

Il y a de grandes différences structurelles entre les différentes disciplines artistiques. Le secteur du cinéma est le mieux assuré, parce que les bonnes décisions politiques ont été prises - même si on peut les questionner sur certains aspects. Mais on a créé un seul fonds, qui décide de la création, de la promotion et de la diffusion. Et tout le savoir-faire reste au même endroit. Et puis il y a la responsabilité de nos institutions. Le meilleur exemple est l'artiste Su-Mei Tse : elle n'a pu s'établir à l'étranger qu'à cause d'une coproduction entre le Mudam et le Kunstmuseum d'Aargau en Suisse. S'y ajoute qu'elle a une excellente galerie en Chine et à Hong Kong et qu'elle a pu exposer souvent en Asie - ce qui a fait que les deux premières institutions ont pu trouver de nouveaux partenaires à Shanghai et à Taipei. Ainsi, l'exposition monographique qui lui est consacrée en ce moment au Luxembourg peut s'exporter sans problème. C'est donc une question de sensibilité entre différents direc-

Le nouveau glossaire présenté par le président du Focuna - Jo Kox - n'a pas fait que des heureux dans la scène culturelle.



PHOTO: PRIVE

teurs d'institutions culturelles, et une question de networking.

Pour l'art contemporain, cette adaptation semble relativement évidente, mais qu'en est-il du théâtre ? Qui serait la personne ou quelle serait l'institution à laquelle s'adresser pour un réseau à l'étranger ?

C'est la même chose. Juste que pour le moment, il est vrai, il n'y a pas de structure permettant l'accès à un réseau à l'étranger. Mais je concède que c'est plus difficile que par exemple avec la musique. Puisque là un producteur peut acheter du temps de présence, louer la Philharmonie pour y faire jouer son artiste. Car 50 pour cent des gens ne savent pas en lisant le programme de la Philharmonie si le concert est fait sur invitation de la maison ou si l'agence de promotion de l'artiste a loué la salle. C'est quelque chose qui ne se passe pas trop dans le monde du théâtre. Une petite troupe n'a sûrement pas les moyens de louer une salle à Paris pour répéter sa pièce et l'y jouer. C'est pourquoi les plus grands théâtres, qui souvent coproduisent

des pièces de compagnies plus petites, doivent commencer à faire jouer leurs réseaux pour permettre à ces groupes de s'exporter.

«Il est sûr que ce changement de mentalité ne se fera pas du jour au lendemain.»

Ne serait-ce pas le boulot des ambassades, voire des attachés culturels, de monter ou du moins de prospecter ces réseaux ?

Le problème, c'est que ces gens-là veulent tous jouer à l'organisateur eux-mêmes. Et ce n'est pas leur job ; en effet, pour moi ce serait aussi la mise en place de réseaux et la création de lien entre différentes personnes. Pour aider, nous avons rendu possible la venue de curateurs ou d'intendants internationaux au Luxembourg pour qu'ils puissent voir sur place les pièces. Et il y a des exemples de réussite : l'Open Screen de Tanja Frank en est un. Elle avait

invité un représentant kenyan pour lequel nous avons payé les frais de voyage, avec le résultat que l'Open Screen sera montré à Nairobi. Ou le théâtre Kopplabunz qui a réussi à s'exporter à Berlin grâce à la présence d'une programmatrice allemande à son spectacle « A, B, Zeh », et ce, aux frais du Focuna. Malgré cela, il est sûr que ce changement de mentalité ne se fera pas du jour au lendemain.

Mais n'est-ce pas mettre la charrue avant les bœufs ? N'aurait-on pas dû mettre en place les réseaux avant d'adapter les subventions ?

Je dis simplement : en ce moment, tout le monde parle d'un Arts Council - certains sont pour, d'autres contre. Et nous avons décidé au Focuna que nous sommes un Art Council faisant fonction. Que nous nous spécialisons de plus en plus dans la mise en place de résidences et de réseaux.

La réorientation de la politique de subvention a aussi entraîné la suppression d'aides qui faisaient pourtant partie des plans de financement

de certaines associations. Y a-t-il un risque structurel pour elles ?

Oui, il y a un risque. Mais, nous l'avons fait avec les éditeurs (couper les subventions habituelles, ndlr), avec la musique et les festivals. Il y a eu des grognements certes, mais la situation s'est calmée depuis. Sinon, dans le théâtre, nous sommes en effet en train de diminuer continuellement les subventions à la production des saisons, mais de l'autre côté cet argent n'est pas perdu pour le théâtre, dans le sens où nous avons mis en place de nouvelles bourses et des subventions pour compenser. C'est un cadeau, un 'incentive' pour les compagnies - elles ne pourront pas produire une pièce de plus grâce au Focuna, mais elles pourront la mettre en valeur.